

chambre des députés ; mais ils se retirèrent de bonne heure, probablement pour éviter de répondre aux questions qu'on se proposait de leur faire.

Le *National* dit : " Une lettre de l'intérieur de la Russie, datée du 10 Novembre, confirme ce qui a déjà été annoncée concernant la marche d'une armée russe vers les frontières. La manière dont la lettre s'exprime ne laisse aucun lieu de douter que ce mouvement ne soit la conséquence d'un plan préconcerté entre les cabinets de St. Petersbourg et de Berlin.

*Du Temps*.—Nous avons complété notre révolution ; l'Europe s'était engagée à la respecter, et nous étions occupés à organiser nos nouvelles institutions, quand tout à coup, il se passe à quelques lieues de nos frontières des événemens qui demandent notre attention, notre intervention et peut-être les efforts de nos armes. Ce qui est arrivé ces 2 derniers jours a occasionné une anxiété à laquelle le gouvernement seul peut mettre fin par une exposition sans réserve de ses vues et de ses espérances. Notre gouvernement pourra faire tout ce qu'il voudra ; mais il faut que ses intentions soient connues. Que le gouvernement parle : la France répondra, et l'Europe réfléchira.

Le *Morning Herald* du 1er. Décembre, dit dans ses remarques éditoriales : " L'empereur de Russie a déjà publié une espèce de manifeste, dans lequel, outre la détermination de forcer les Belges à se soumettre à une dynastie qu'ils détestent, il se dit intéressé à l'honneur et à l'autorité du gouvernement français, et voudrait lui épargner des mesures que l'impétuosité du peuple français pourrait le forcer d'adopter ! (Peut-on croire que l'autocrate russe se soit permis de tenir un tel langage par rapport à la France ?) Nous avons parlé hier de la formation de camps sur le Rhin et au pied des Pyrénées ; on ajoute présentement qu'il a été donné des ordres pour l'approvisionnement de toutes les forteresses de France ; que tous les gouverneurs ont eu ordre de se rendre à leurs postes respectifs, et tous les officiers de joindre leurs drapeaux, et si nous interprétons bien un paragraphe d'un des derniers journaux, les hauteurs de Paris doivent aussi être fortifiées, de manière à faire de la capitale la citadelle de la liberté, dans la dernière extrémité.

Le 29 au matin, M. Montalivet se leva, dans la chambre des députés, pour proposer des résolutions concernant les gardes nationales. On s'attendait que le général Sébastiani se leverait ensuite pour demander 150,000,000 fr. pour son département. Tous, dans la chambre, paraissaient s'attendre à